

CTL DU 18 DECEMBRE 2012

Le département de l'Hérault est un département très attractif. Il connaît une augmentation de population importante depuis 1999. Dans le même temps, entre 2000 et 2012, il connaît une forte hausse des créations d'entreprises ce qui induit à tout point de vue une évolution importante des charges de travail. Il subit violemment la crise économique avec un des plus fort taux de chômage en France.

La seule politique mise en œuvre devant ces enjeux : suppression supplémentaire de 31 emplois , venant après 146 suppressions depuis 2009 !!

L'ensemble des usagers : particuliers, professionnels, collectivités locales et leurs fournisseurs, ... se plaignent toujours plus de la dégradation de la qualité du service rendu par l'administration, imputable exclusivement au manque de personnels.

Quel que soit le service concerné, ils ne supportent plus l'absence d'interlocuteur au téléphone, ils ne supportent plus les files d'attentes interminables à l'accueil, ils ne supportent plus les délais de traitement de plus en plus longs ...

La situation est encore plus dégradée qu'en 2011 à la même époque. En dépit des organisations, réorganisations ou désorganisations préconisées par notre Direction, rien ne saurait compenser les suppressions d'emplois !

La souffrance au travail est prégnante et génère de réels risques psychosociaux. La perte des missions de service public, la perte de technicité, les exigences hiérarchiques guidées par les indicateurs, la mise en concurrence systématique des agents entre eux, les incivilités d'un public exaspéré, tout cela provoque des souffrances et des violences intolérables.

Et pendant ce temps-là, notre Ministre obéissant à un caprice de Marquis, ordonne aux services informatiques de mettre en conformité tous les postes de travail de la DGFIP : modernisation de l'outil ? Que nenni ! En fait le Ministre vient de décider d'adresser ses vœux par vidéo et audio ! Ce caprice se fera au détriment de l'entretien et du dépannage du matériel informatique indispensables à l'exercice de nos missions. Provocation ou inconscience ???

L'édifice se fissure et ne tient plus que grâce à la conscience professionnelle de l'ensemble des agents et à l'implication des cadres de proximité, malgré la campagne de dénigrement initiée à leur rencontre par la Direction Générale.

Madame la Présidente notre administration se meurt !